



Marie-Christine VERGIAT

Députée

Européenne



Agir en Europe avec et pour les citoyens

Liberté - Égalité - Paix - Justice - Solidarité

@ Je vous invite à découvrir mon nouveau site internet [www.eurocitoyenne.fr](http://www.eurocitoyenne.fr)

### Université

LES UNIVERSITÉS DOIVENT PRÉPARER L'AVENIR DES ÉTUDIANTS ET NON RÉPONDRE AUX SEULS BESOINS DES ENTREPRISES p. 2

### International

POUR UN ACCROISSEMENT DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA JUNTE BIRMANE p. 2

### Travail

MON VOTE CONTRE UNE RÉOLUTION QUI FAVORISE LA FLEXIBILITÉ p. 4

### Écologie

GESTION DES BIO-DÉCHETS DANS L'UE p.4



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique  
European United Left/Nordic Green Left  
Groupe Parlementaire - Parliamentary Group  
PARLEMENT EUROPÉEN - EUROPEAN PARLIAMENT

## UN AN DE TRAVAIL AU PARLEMENT EUROPÉEN : UN BILAN CONTRASTÉ

Grâce aux 170 000 électeurs de la circonscription du Sud Est qui ont fait confiance au Front de gauche le 7 juin 2009, je vis une formidable expérience de la diversité européenne avec sa structuration par courants politiques et par pays qui s'exprime souvent de façon différente de ce qui se passe dans les Parlements nationaux.

Le Parlement européen est, certes, un des lieux où se met en œuvre le Traité de Lisbonne avec tous ses mauvais côtés et notamment la persistance de cette Europe libérale qui soumet tout aux lois du marché et à la concurrence libre et non faussée.

Mais cela ne nous empêche pas d'en utiliser les points positifs et notamment les nouveaux droits du Parlement européen, seule structure démocratique de l'Union européenne.

Les majorités ne sont pas toujours figées et il est possible de faire progresser quelques idées.

Nous avons ainsi pu faire reculer la Commission sur le temps de travail des transporteurs routiers, sur l'interdiction de la thrombine et quelques amendements ont été adoptés sur la prise en compte de l'économie sociale.

Ce fût aussi le combat pour la protection des données bancaires avec Swift <sup>(1)</sup>. En février, nous avons fait reculer le Conseil européen et le gouvernement américain. On ne peut donc que regretter que les socialistes et les libéraux se soient reniés dans un nouveau vote intervenu en juillet. Il est alors frustrant d'être si peu nombreux pour contester les choix politiques qui vont à l'encontre des intérêts et des besoins de la majorité des citoyens européens.

Mon groupe, celui de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique<sup>(2)</sup> ne compte que 35 députés sur 738, ce qui ne facilite pas toujours notre tâche mais nous menons néanmoins les batailles. C'est ce que j'ai fait au nom de mon groupe pour dénoncer la façon dont la majorité des politiques en Europe voulaient désormais mettre les universités au seul service des entreprises.

Ce Parlement manque de députés qui proposent une réelle alternative politique. Nous voyons bien que les gouvernements ne proposent aucune solution nouvelle pour répondre aux enjeux de la crise financière et continuent à taper sur les peuples, les salariés, les retraités, avec des plans d'austérité et de rigueur qui ne se préoccupent pas des citoyens européens et risquent de nous plonger dans la récession. Il faut donc faire grandir l'idée que doit émerger, à partir des forces politiques et des mouvements sociaux de tous les pays membres, un rassemblement à gauche porteur d'un autre projet européen. Un rassemblement capable de peser sur les votes au Parlement européen.

Marie-Christine Vergiat

<sup>(1)</sup> Le Conseil de l'Union européenne a signé un accord entre l'Union européenne et les États-Unis sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière de l'Union européenne aux États-Unis aux fins du programme de surveillance du financement du terrorisme.

<sup>(2)</sup> Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (GUE-NGL).

## Universités

« NOUS AVONS TOUS LA PRÉOCCUPATION DE DONNER AUX JEUNES LES MEILLEURES ARMES POUR LEUR PERMETTRE DE TROUVER UN EMPLOI. LE TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES EST INSUPPORTABLE. »

Marie-Christine Vergiat

## DES UNIVERSITÉS POUR PRÉPARER L'AVENIR ET NON POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES

Le Parlement européen a adopté le 19 mai 2010 une résolution visant à promouvoir diverses formes de partenariats entre les universités et les entreprises sous prétexte de "moderniser" les premières et de leur permettre de répondre aux nouveaux défis du marché.

Dans le débat, aucun autre parlementaire n'a rappelé le rôle de l'université en matière d'acquisition des savoirs, de recherche et sa contribution fondamentale à l'émancipation des individus.

Il ne fut question que des besoins à court terme des entreprises ignorant que la clé de la mobilité sociale et professionnelle passe d'abord et avant tout par l'acquisition des savoirs fondamentaux.

La résolution adoptée soutient le processus

de Bologne contre lequel, dans de nombreux pays, une grande partie de la communauté universitaire s'insurge.

Oui, il faut donner aux étudiants les meilleures armes pour trouver un emploi et s'adapter aux évolutions du monde économique et social mais pas au détriment de l'indépendance des universités.

Nous avons demandé un réel bilan de la mise en œuvre du processus de Bologne et un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes en commençant par tous les acteurs de la communauté universitaire.

La Gauche unitaire européenne/gauche verte nordique refuse de livrer les universités aux seules lois du marché car elle veut préserver l'avenir. La logique du profit à court terme a déjà fait suffisamment de dégâts.

## International



## BIRMANIE : POUR UN ACCROISSEMENT DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA JUNTE

A deux reprises depuis le début 2010, la situation en Birmanie est venue en débat au Parlement européen.

Je me suis félicité de la tonalité de la résolution du Parlement européen qui demande un accroissement des sanctions économiques hors aide humanitaire et me suis associée aux demandes de rétablissement de l'intégralité de celle-ci. Pour ma part, j'aurais aimé que nous allions plus loin et que l'Union européenne puisse, comme les Etats-Unis avec le dollar, interdire tout investissement

en euros en Birmanie mais quelques grandes entreprises européennes ont des intérêts puissants en Birmanie... Cette résolution a cependant permis de réaffirmer la nécessité d'un embargo international sur les armes et de demander que l'Union européenne prenne une part active dans la création d'un consensus mondial en ce domaine. On en peut que s'en féliciter à condition que l'on ne se contente pas de ces quelques déclarations d'intention comme trop souvent en matière de droits de l'Homme.

## International



## THAÏLANDE : LE PARLEMENT EUROPÉEN REFUSE DE CONDAMNER LES VIOLENCES DE L'ARMÉE

Pendant plusieurs semaines, le mouvement populaire des chemises rouges a manifesté à Bangkok pour exiger le respect de la démocratie par un gouvernement et un Premier ministre au pouvoir depuis un coup d'Etat militaire en septembre 2006.

Pour la GUE/NGL, le Parlement européen aurait dû dire clairement au gouvernement thaïlandais que la démocratie ne s'impose jamais par la force et qu'il n'est pas acceptable

de réprimer des manifestations en envoyant l'armée avec l'ordre de tirer à vue. Bilan : 80 morts et plus de 2 000 blessés.

La résolution proposée au Parlement européen n'allait pas dans ce sens, la GUE/NGL ne l'a donc pas voté.

Aujourd'hui, il est temps de lever l'état d'urgence, j'ai signé en ce sens une pétition internationale que vous pouvez trouver sur mon site [www.eurocitoyenne.fr](http://www.eurocitoyenne.fr).

## CRISE ÉCONOMIQUE : CONSTRUIRE À GAUCHE UNE ALTERNATIVE POLITIQUE AUX RECETTES LIBÉRALES

Quand on écoute les débats au Parlement européen, on est frappé par le vide politique. Tous ces leaders politiques, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou sociaux-démocrates ne font que ressasser les mêmes recettes usées depuis 20 ans.

La seule nouveauté qu'ils aient trouvé, c'est le gouvernement économique. On aurait envie de rire si les conséquences n'étaient pas aussi dramatiques pour les peuples d'Europe.

En effet, s'il y a bien une chose qui a toujours été prise en charge au niveau européen, c'est l'économie. Alors à quoi rime un gouvernement économique...

Pas un seul d'entre eux ne met en cause les lois du marché et le principe de la concurrence libre et non faussée au coeur de ce Traité de Lisbonne qu'ils ont fait adopter partout en Europe en refusant de le soumettre au vote populaire (exception faite de l'Irlande où c'était une obligation constitutionnelle et en payant le prix fort en termes de contreparties).

Mieux, ils viennent de décider de soumettre les budgets nationaux à l'approbation de la Commission. On croit rêver.

Plus que jamais, les faits montrent que ce que nous avons dit au moment du référendum sur le Traité constitutionnel était juste.

Non le marché libre et non faussé ne peut être une ligne politique car il accroît les inégalités. Oui nous avons besoin de plus de solidarité en matière fiscale et sociale pour empêcher le dumping entre Etats européens.

Il n'est pas l'heure de contraindre les dépenses publiques mais au contraire de les réorienter : moins de politique de défense (cf. les armes vendues aux Grecs par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne et qui pèsent à hauteur de 10% du budget grec en raison de l'incapacité de l'UE à régler le problème chypriote), plus de services publics et surtout une autre redistribution des richesses, taxer l'argent là où il est, là où les revenus ont le plus augmenter et quand ils sont stériles.

Partout des luttes s'engagent. Il faut faire reculer ces politiques de régression sociale.

A la gauche de la gauche, nous avons une vraie responsabilité qui pèse sur nos épaules : celle de redonner espoir au peuple et notamment aux classes populaires.

C'est un défi pour nous et pour tous ceux et toutes celles qui, avec nous, croient qu'un autre monde est possible.

Pour cela, ensemble, nous devons construire une démocratie plus délibérative faite d'alterners - retour entre les citoyens et les élus.



## « SOYONS À LA HAUTEUR DE NOS AMBITIONS POUR LA JEUNESSE: POUR UNE POLITIQUE GLOBALE REFUSANT À LA FOIS LE PATERNALISME ET L'INDIVIDUALISATION »

La GUE/NGL a voté en faveur du rapport de la commission de la Culture et de l'éducation sur la stratégie européenne en faveur de la jeunesse.

Un certain nombre des propositions que j'avais faites au nom de mon groupe en commission parlementaire ont été adoptées, notamment celles portant sur la lutte contre le décrochage scolaire, la jeunesse carcérale, la participation des jeunes à l'élaboration des politiques sur la jeunesse, l'accès de tout mineur à la sécurité sociale, l'éducation formelle et non formelle, l'importance de la culture générale et de l'accès aux nouvelles technologies et à l'ensemble des moyens

d'information dans le cadre de cette éducation.

En matière de politique pour la jeunesse, l'Union européenne doit certes répondre aux défis du chômage massif, de la précarité des conditions de travail et, plus largement, de vie des jeunes.

Mais elle doit surtout avoir une politique globale en faveur de la jeunesse prenant en compte l'ensemble des besoins et des aspirations des jeunes dans toute leur diversité; une politique apte à former ceux et celles qui portent notre avenir et à leur donner envie de prendre collectivement cet avenir en main.



L'ADHÉSION À LA  
CONVENTION  
EUROPÉENNE DES  
DROITS DE L'HOMME  
DOIT PERMETTRE DE  
MIEUX GARANTIR LES  
DROITS DE L'HOMME  
ET LES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES DANS  
L'UE

## POUR UNE ADHÉSION RAPIDE DE L'UE À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

En tant que contre-rapporteuse GUE/NGL pour la commission " Libertés civiles " et pour la sous commission " Droits de l'Homme ", je me suis félicitée de l'adoption le 19 mai 2010 par le Parlement européen de la résolution sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarder des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe (CEDH).

Cette adhésion, qui doit intervenir le plus rapidement possible, va permettre d'intégrer l'UE dans le système de protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales de l'Europe.

Elle garantira donc une protection renforcée non seulement de tous les citoyens européens mais aussi de toutes les personnes qui résident sur le territoire de l'UE. Elle leur

permettra d'avoir un recours individuel auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg.

Cette adhésion est un acte politique majeur car elle permettra :

- la mise en place d'un contrôle externe à l'Union ;
- l'application de la convention à tous les actes de l'Union, y compris en dehors de son territoire.

Les clauses " droits de l'Homme et démocratie " dans les accords de partenariats et d'association de l'UE avec des pays tiers pourront peut-être prendre, alors, un peu plus de sens.

**Lire l'intégralité de mon intervention sur mon site :** [www.eurocitoyenne.fr](http://www.eurocitoyenne.fr)

Travail

CONTRATS ATYPIQUES,  
SÉCURISATION DES  
PARCOURS  
PROFESSIONNELS  
ET NOUVELLES FORMES  
DE DIALOGUE SOCIAL

## EMPLOI : LE PARLEMENT EUROPÉEN A ADOPTÉ UNE UNE RÉOLUTION QUI FAVORISE LA FLEXIBILITÉ

J'ai voté contre la résolution " Contrats atypiques, sécurisation des parcours professionnels et nouvelles formes de dialogue social " car elle s'inscrit dans la promotion de l'emploi flexible, de la flexécurité et de leurs corollaires habituels (employabilité, aptitude et adaptabilité à l'emploi et esprit d'entreprise). Cette résolution vise aussi à la simplification des différents contrats de travail sous prétexte de réduire le nombre de contrats de travail atypique et de faciliter

les transitions entre les différents types de contrat de travail. Certes, la résolution reconnaît les conséquences de la crise actuelle en matière sociale, notamment l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres et des formes de travail atypique, mais elle déplore aussi que les entreprises ne parviennent pas à développer de nouvelles formes de contrats de travail offrant la souplesse suffisante pour répondre aux situations de crise. No comment.

Écologie



## UN PAS EN FAVEUR DE LA GESTION DES BIODÉCHETS

J'ai voté en faveur de cette résolution par laquelle le Parlement européen demande à la Commission européenne d'agir en matière de traitement et de gestion des biodéchets(\*) notamment par la présentation d'un projet de directive spécifique.

Le Parlement européen réaffirme ainsi sa position de 2008 et demande que le tri

sélectif soit obligatoire, que les biodéchets soient recyclés et que les composts soient classifiés selon leur qualité.

Ces déchets représentent entre 118 et 138 millions de tonnes de déchets organiques et se retrouvent donc pour une large part dans la collecte des déchets normaux alors qu'ils pourraient être valorisés à différentes fins.

Contact



Marie-Christine VERGIAT  
Parlement européen  
Bât. Altiero Spinelli/ 07F154  
60, rue Wiertz  
B-1047 Bruxelles

Tél. : + 32 2 284 5831  
Fax : + 32 2 284 9831  
E-mail : [marie-christine.vergiat@europarl.europa.eu](mailto:marie-christine.vergiat@europarl.europa.eu)  
Blog : <http://mcvergiat.over-blog.com>  
Site : [www.eurocitoyenne.fr](http://www.eurocitoyenne.fr)



La lettre d'information de Marie-Christine Vergiat, Députée européenne - N°2 juillet 2010

